

## Procès verbal Conseil Municipal Séance du 8 septembre 2022

Convoqués : LE FAUCHEUR Laurent – LE MOAL Brigitte – SEHAN Alain – ROUAULT Anne-Marie – GAUVAIN Michaël (arrivée à 19 h 20)- LEFEBVRE Nathalie – TATON Bruno – DELVO SALAUN Rozenn – THOMAS Gwénaél – TACQUET Marie-Blanche – MORICE Christian – LE HEGARAT Valérie – MORICE Gildas – SEVRET Chrystel – VINCENT Louis – ILLIEN Anne-Yvette PIPART Fabrice – MARTIN Marie-Christine.

Absents : SEHAN Alain (pouvoir à LE FAUCHEUR Laurent)

DELVO SALAUN Rozenn (pouvoir à LE HEGARAT Valérie)

SEVRET Chrystel (pouvoir à GAUVAIN Michaël)

CORLAY Gérald

Secrétaire de séance : PIPART Fabrice

Le procès verbal de la séance du 9 juin 2022 est adopté à l'unanimité.

### 1/ Actualisation des indemnités de fonction des élus

Depuis le 1er juillet 2022, l'indice brut terminal de la fonction publique (indice 1027) servant de base au calcul des indemnités de fonction a été revalorisé (augmentation de 3,5%). Cette revalorisation se répercute automatiquement sur le montant des indemnités de fonction des élus municipaux. L'indice 1027 est donc désormais fixé à 4025,53 euros depuis le 1er juillet 2022.

Les indemnités de fonction des élus locaux étant assujetties aux cotisations de sécurité sociale quand leur montant total brut est supérieur à 1714 € par mois (moitié du plafond de la sécurité sociale) et ce, à partir du premier euro, l'augmentation de l'indemnité de fonction du maire peut donc avoir pour conséquence de les assujettir aux cotisations sociales.

Pour prendre en compte les effets de cette réforme, M. le Maire souhaite proposer une baisse de son indemnité d'élu au taux de 41.43% de l'indice brut terminal de la fonction publique.

- ➔ Sans évolution, les charges de la municipalité auraient augmenté de pratiquement 2000 euros
- ➔ une mutualisation avec les autres élus aurait été trop complexe à mettre en œuvre.

**Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, accepte la proposition de M. le Maire telle que présentée.**

### 2/ Adoption du référentiel budgétaire et comptable M57 au 1er janvier 2023

La norme comptable M57 permet le suivi budgétaire et comptable d'entités publiques locales variées appelées à gérer des compétences relevant de plusieurs niveaux (communal, départemental et régional).

Les organismes «satellites» de la commune (CCAS, Caisse des Écoles, etc...) appliqueront également le référentiel M57 à la même date. Il est précisé que la norme comptable M57 s'appliquera aux budgets gérés actuellement en M14 : budget général, budget annexe du lotissement des lavandières.

Les principaux apports induits par le passage à la norme budgétaire et comptable M57 sont les suivants :

- Un référentiel porteur de règles budgétaires assouplies, en matière de gestion pluriannuelle des crédits, de fongibilité des crédits et de gestion des dépenses imprévues.
- Un pré-requis pour présenter un compte financier unique.
- L'intégration d'innovations comptables pour une amélioration de la qualité des comptes et une meilleure information du lecteur des comptes.

**Où cet exposé, le conseil municipal, à l'unanimité adopte par droit d'option le référentiel budgétaire et comptable M57 à compter du 1er janvier 2023 et autorise M. le Maire à mettre en œuvre toutes les procédures nécessaires à ce changement de nomenclature budgétaire.**

### **3/ Détermination des durées d'amortissement des subventions d'équipement versées**

Conformément à l'article L.2321-2 alinéa 28 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), les dotations aux amortissements des subventions d'équipement versées constituent des dépenses obligatoires pour les communes de moins de 3 500 habitants.

En environnement M57, l'amortissement commence à la date de mise en service du bien subventionné, conformément à la règle du prorata temporis. Par simplification, pour les subventions faisant l'objet d'un unique versement, la date de départ de l'amortissement sera la date d'émission du mandat.

Conformément à l'article R2321-1 du CGCT, les subventions d'équipement versées sont amorties :

- sur une durée maximale de cinq ans lorsqu'elles financent des biens mobiliers, du matériel ou des études auxquelles sont assimilées les aides à l'investissement consenties aux entreprises ;
- sur une durée maximale de trente ans lorsqu'elles financent des biens immobiliers ou des installations ;
- ou sur une de quarante ans lorsqu'elles financent des projets d'infrastructures d'intérêt national (logement social, réseaux très haut débit...).

Il sera nécessaire de neutraliser les amortissements des subventions d'équipement versées, par l'inscription d'une dépense en section d'investissement et une recette en section de fonctionnement, conformément à la possibilité offerte par l'article R2321-1 du Code général des collectivités territoriales aux communes et leurs établissements publics. La méthode d'amortissement appliquée sera la méthode linéaire prorata temporis.

M. le Maire propose de retenir pour la commune de Goudelin les durées d'amortissement suivantes :

- les subventions d'équipement versées lorsqu'elles financent des biens mobiliers, du matériel ou des études auxquelles sont assimilées les aides à l'investissement consenties aux entreprises : 5 ans ;
- les subventions d'équipement versées lorsqu'elles financent des biens immobiliers ou des installations : 15 ans ;
- les subventions d'équipement versées lorsqu'elles financent des projets d'infrastructures d'intérêt national (logement social, réseaux très haut débit...) : 30 ans.

**Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, retient pour la commune de Goudelin les durées d'amortissement proposées par M. le Maire.**

### **4/ Contrat départemental de territoire 2022 – 2027 : signature**

M. le Maire présente le dispositif des contrats de territoire par lequel le Département des Côtes d'Armor assure sa mission de solidarité et de lien avec les territoires, en répondant aux besoins des Costarmoricains et en accompagnant financièrement les territoires dans leurs projets d'investissements.

Pour rappel, les objectifs du Département en termes de solidarité territoriale sont les suivants :

- soutenir équitablement l'ensemble du territoire départemental
- améliorer la visibilité de l'action départementale et des investissements réalisés
- soutenir les communes rurales
- favoriser la mutualisation des projets structurants ;
- assurer la cohérence des politiques en faveur de la transition écologique et énergétique
- proposer un dispositif simple, souple et innovant

Depuis le mois de février dernier, les maires de toutes les communes costarmoricaines ont pu s'informer sur les grands axes de la politique de solidarité territoriale du Département et faire part de leurs besoins et de leurs attentes au cours de 5 réunions plénières et 13 rencontres.

Ces concertations ont donné lieu à un dispositif « finalisé » qu'il convient à présent de signer.

Ainsi, le Département soutiendra les investissements en maîtrise d'ouvrage publique sur les thématiques touchant aux solidarités humaines, à la transition écologique, énergétique, aux mobilités douces et durables, à l'attractivité du territoire, aux équipements culturels et sportifs, au patrimoine, au développement de circuits courts en vue d'une alimentation durable, aux ouvrages d'art, l'assainissement, les eaux pluviales et l'eau potable, et aux projets d'investissement innovants.

L'innovation de cette nouvelle génération de contrats de territoires est l'introduction d'une nouvelle approche qui intègre l'enjeu de la transition environnementale dans la définition des enveloppes financières. En effet, outre la capacité financière d'intervention des communes, leur fragilité sociale et les critères d'éligibilité des projets, sont prises en compte les capacités de leurs écosystèmes naturels, à savoir les flux de stockage du CO2 et l'importance des terres agricoles sur la commune. Par ailleurs les projets soutenus par le Département doivent également viser (pour les communes >à 2000 habitants) au moins 2 des 5 enjeux suivants :

- transition énergétique ;
- transition environnementale ;
- égalité Femme / Homme ;
- citoyenneté et démocratie (démarche participative...) ;
- insertion professionnelle et promotion de l'emploi.

L'enveloppe financière dédiée aux communes pour les contrats de territoires 2022–2027 est de 51 M€ dont 9 M€ pour les communes urbaines, 16 M€ pour les communes rurales, 25 M€ pour les communes rurales et 1 M€ pour les projets mutualisés 8 EPCI Costarmoricains et 2 interdépartementaux.

L'Assemblée départementale a adopté en juin dernier le cadre finalisé du dispositif ainsi que les enveloppes de subventions pour chacune des communes sur la période 2022-2027.

Le montant de l'enveloppe notifié à la commune de Goudelin s'élève à 194 792,00 €.

Arrivée de M. GAUVAIN à 19 h 20 (pouvoir de Mme SEVRET).

- ➔ La somme proposée est basée sur plusieurs critères représentatifs de la commune
- ➔ les subventions obtenues pourront couvrir jusqu'à 70% des coûts des projets.
- ➔ Il est possible de mutualiser les projets avec d'autres communes et obtenir ainsi un bonus supplémentaire
- ➔ les projets devront avoir un montant minimum de 14 000 euros
- ➔ la liste des projets sera à établir en 2023 par le conseil municipal à partir de projets déjà envisagés (exemple : école..) ou de nouveaux (exemple : liaison verte...)

**Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, prend acte de l'enveloppe attribuée par L'Assemblée départementale pour la commune et autorise M. le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer le Contrat départemental de territoire 2022 – 2027.**

## **5/ Mise en concurrence du contrat-groupe d'assurance statutaire : mandatement du CDG22**

Le Centre de Gestion des Côtes d'Armor a pour intention de proposer un contrat-groupe d'assurance statutaire garantissant les collectivités territoriales et les établissements publics adhérents contre les risques financiers découlant de leurs obligations statutaires (décès, accident du travail, maladie professionnelle,...).

Ce contrat a pour objet de regrouper, des collectivités territoriales et des établissements publics, à l'intérieur d'un marché d'assurance dit « police d'assurance collective à adhésion facultative ».

La commune de Goudelin est soumise à l'obligation de mise en concurrence de ses contrats d'assurances et peut se joindre à la mise en concurrence effectuée par le CDG 22.

Le mandat donné au CDG22 permettrait donc à la commune d'éviter de conduire sa propre consultation d'assurance.

La consultation portera sur les garanties financières et les prestations de gestion du contrat groupe.

La décision définitive fera l'objet d'une nouvelle délibération, après communication des taux et conditions obtenus par le CDG 22. Ainsi, les prestations, garanties et taux de cotisation seront de nouveau soumis préalablement au vote du conseil municipal afin qu'il puisse prendre ou non la décision d'adhérer au contrat-groupe d'assurance souscrit par le Centre de Gestion à compter du 01/01/2024.

M. le Maire propose de se joindre à la procédure de mise en concurrence pour le contrat-groupe d'assurance statutaire que le CDG 22 va engager en 2023.

➔ pas de coût de prestation par le CDG22 (commission de 0,3% actuellement pour la gestion)

**Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, accepte de se joindre à la procédure de mise en concurrence pour le contrat-groupe d'assurance statutaire que le CDG 22 va engager en 2023 et charge M. le Maire d'entreprendre les démarches en ce sens.**

## **6/ Convention de mise à disposition de service pour l'instruction des autorisations d'urbanisme par Leff Armor Communauté**

M. le Maire présente la convention de mise à disposition de service pour l'instruction des autorisations d'urbanisme par le service commun d'application du droit des sols de Leff Armor Communauté.

Cette convention est prévue pour une durée de 3 ans, à compter du 1er janvier 2022 jusqu'au 31 décembre 2024 inclus. Elle pourra être renouvelée par reconduction tacite pour une durée identique.

Elle concerne les autorisations et actes relatifs à l'occupation des sols délivrés par le Maire au nom de la commune sur son territoire, à savoir :

- Permis d'aménager
- Permis de construire
- Permis de démolir
- Déclarations préalables
- Certificats d'urbanisme

Elle porte sur l'ensemble de la procédure d'instruction des autorisations ou actes, de l'examen de la recevabilité de la demande ou de la déclaration, au projet de décision. Ainsi, le service commun ADS de Leff Armor Communauté assure l'instruction réglementaire des autorisations et actes relatifs à l'occupation des sols de compétence communal.

Ce service sera financé par la commune selon la méthode de calcul suivante :

- 50% du coût, par nombre de dossiers pondérés de la commune dans l'année N (partie dite «variable ») et 50% du coût, par nombre d'habitant de la commune de l'année N-1 (part dite « forfaitaire »).

La partie variable est calculée selon le coût unitaire de fonctionnement du service commun, multiplié par le nombre d'unités de fonctionnement (exprimé en nombre de dossiers pondérés) constaté par l'EPCI.

Le coût unitaire d'instruction des dossiers comprend les charges liées au fonctionnement du service commun, multiplié par le nombre d'unités de fonctionnement (exprimé en nombre de dossiers pondérés) constaté par l'EPCI.

Le coût unitaire d'instruction des dossiers comprend les charges liées au fonctionnement du service et en particulier les charges de personnel, les fournitures, le coût de renouvellement des biens et les contrats de services attachés, maintenance, locations, rais de développement de logiciels, amortissements, honoraires etc.

Afin d'estimer le volume d'activité des services, le ministère de l'égalité des territoires a mis en place une pondération standard des différents type d'acte d'urbanisme. Cette pondération permet d'évaluer le temps réellement passé sur chaque type de dossier par rapport à l'instruction d'un permis de construire et permet d'évaluer de façon plus juste l'activité réelle.

- Certificat d'urbanisme a = 0.2
- Certificat d'urbanisme b = 0.4
- Contrôle d'urbanisme = 0.4

- Déclaration préalable = 0.7
- Enseigne = 0.7
- Permis de démolir = 0.8
- Permis de construire = 1
- Permis d'aménager = 1.2

Nombre total d'actes pondérés =  $0.2 \times \text{NbCUa} + 0.4 \times \text{NbCUB} + 0.4 \times \text{Nbcontrôle} + 0.7 \times \text{NbDP} + 0.7 \times \text{Nbenseigne} + 0.8 \times \text{NbPD} + 1 \times \text{NbPC} + 1.2 \times \text{NbPA}$

Le nombre d'habitants est quant à lui, basé sur le recensement INSEE population totale de l'année N-1.

Il est précisé que conformément aux dispositions de la loi MAPTAM sur les services communs, la facturation du service est imputée sur les attributions de compensation.

- ➔ Principe de fonctionnement : la commune reçoit les demandes, le dossier est envoyé à instruire à la communauté de communes et revient pour signature par M. le maire.
- ➔ Échange sur le rôle des Bâtiments de France => ils imposent un cahier des charges qui est pris en compte lors de l'instruction des dossiers (exemple : lotissement des lavandières)

**Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, autorise M. le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer le projet de convention tel que présenté.**

## **7/ Cession de terrain - Zone de Kéribot**

M. le Maire rappelle que par délibération actée en avril dernier, la commune a validé le principe de cession à Leff Armor Communauté d'une partie de la parcelle cadastrée ZE 179, propriété de la commune, en fond de zone d'activités (Kéribot). La surface estimée suite à la division serait d'environ 6 330 m<sup>2</sup>.

Les services des domaines ont été consultés par Leff Armor Communauté mais cette acquisition s'élevant à moins de 180 000 €, la saisine n'avait en fait pas lieu d'être. Leur demande a de fait été rejetée.

Le prix des anciennes transactions entre la commune et Leff Armor étant de 5 € / m<sup>2</sup>, M. le Maire propose de valider le principe de la cession sur la base de ce tarif et d'autoriser M. le Maire ou son représentant à accomplir l'ensemble des formalités nécessaires à la finalisation de ce dossier.

- ➔ Pour rappel, la commune entretient la voirie de la ZA Keribot, compte tenu de la mixité entre entreprises et pavillons individuels
- ➔ Leff Armor communauté a des besoins de petits terrains pour des entreprises

**Le Conseil, après en avoir délibéré, à l'unanimité, autorise M. le Maire ou son représentant à vendre environ 6 330 m<sup>2</sup> de la parcelle cadastrée section ZE 179 pour un montant de 5 € T.T.C. et à signer tous les actes relatifs à cette vente. Il est précisé que les frais de géomètre et de notaire seront à la charge de l'acquéreur.**

## **8/ Questions diverses**

- La filière avicole est menacée par la grippe aviaire. Les particuliers, propriétaires de volailles, sont invités à la plus grande vigilance. L'information sera rappelée sur le site de la mairie et sur le futur panneau d'information.
- Bail précaire agricole à conclure : les exploitants agricoles intéressés par une parcelle communale qui vient de se libérer devront adresser une demande d'autorisation d'exploiter à la Direction Départementale des Territoires qui présélectionnera le ou les candidats potentiels. Le locataire sera dans un second temps désigné par la commission Affaires Rurales.
- Dans le cadre des économies d'énergie, réflexion sur l'extinction de l'éclairage public à 20 heures dans le bourg.

Il y a lieu aussi de sensibiliser les associations sur l'éclairage des locaux.

Le sujet de la remise en état de l'éclairage public sera étudié en 2023.

- Point sur les ventes de terrains au Lotissement « Hameau des Lavandières » et notamment les dossiers qui ne se concrétisent pas pour envisager une nouvelle attribution et répondre ainsi aux demandes.
- Maintenance informatique à la mairie les 13 et 14 septembre prochains (changement de serveur).

- Projet d'implantation d'une antenne relais Bouygues Telecom sur une parcelle privée, à Kervenou. Les remarques des riverains contestant ce projet ont été transmises à l'opérateur.
- Enquête publique du lundi 26 septembre au vendredi 14 octobre 2022 inclus, pour l'institution de servitudes radioélectriques contre les perturbations électromagnétiques et les obstacles sur plusieurs communes du département des Côtes d'Armor et en particulier sur Goudelin.
- Marché alimentaire le jeudi de 15h30 à 18h30, place de l'église : viande, charcuterie, légumes, crêpes et galettes. Un débat s'engage sur la concurrence avec l'épicerie, une option pourrait être de faire venir des producteurs plutôt que des revendeurs tout en assurant cependant une diversité de produits attractive (voir avec l'arrêt du marché de Lanrodec).
- Boulangerie, pas de retour de la part du boulanger malgré les différentes sollicitations de la municipalité. Le local de la boucherie pourrait être utilisé pour la boulangerie. D'autres boulangers pourraient être approchés si la situation n'évolue pas à court terme.
- Réflexion des bénévoles en cours quant à la poursuite ou non des ateliers de théâtre pour les enfants (uniquement les CM2 ?).
- Ecole : recrutement, pour l'année scolaire, d'un agent contractuel au service Enfance sur une D.H.S. annualisée de 12 heures.

Point sur les effectifs de la rentrée scolaire 2022/2023 :

	Ecole Publique	Ecole Privée
<b>TPS</b>	7	3
<b>PS</b>	5	16
<b>MS</b>	7	5
<b>GS</b>	12	11
<b>CP</b>	6	11
<b>CE1</b>	11	12
<b>CE2</b>	17	8
<b>CM1</b>	4	11
<b>CM2</b>	11	13
<b>TOTAL</b>	<b>80</b>	<b>90</b>

- Goûter de rentrée scolaire le vendredi 9 septembre à partir de 17h00 à la salle des fêtes.
- Journées du patrimoine : Chapelle de l'Isle ouverte le samedi 17 et le dimanche 18 septembre de 14h00 à 17h00 (visites commentées et guidées).
- Réfection de la peinture des portes de l'Eglise en cours. La couleur a été choisie par le Relais Paroissial.
- Local technique, zone de Kéribot: fin du chantier de construction prévue dans 3 semaines environ.
- Panneau lumineux d'information dans le bourg : le massif est coulé, l'installation est prévue début octobre.
- Aménagement de la rue d'Armor : le maintien de la demande de subvention DETR non aboutie en 2022 pour la rue d'Armor est possible si l'opération n'est pas définitivement achevée avant le 31 mars 2023. La consultation des entreprises est donc reportée à la fin de l'année 2022.
- Prochain conseil municipal le 6 octobre 2022.

Fin de la séance à 21 h 10

Secrétaire de séance,

Fabrice PIPART